

La coopération, le maître-mot

Le Forum mondial de l'économie sociale regroupe des gouvernements locaux, des acteurs de la société civile, des organisations internationales et des instituts de recherche engagés dans le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) au niveau mondial. Depuis sa création, en 2013, cet événement organisé tous les deux ans permet l'ouverture d'un dialogue entre ces différents acteurs, facilite la diffusion d'informations et l'échange de bonnes pratiques.

UNDIALOGUE VITAL... L'objectif principal est de promouvoir la collaboration entre les différentes organisations de l'ESS et les gouvernements locaux afin de favoriser la création d'emplois de qualité, la croissance équitable, le progrès de la démocratie de proximité et le développement durable. Un programme ambitieux pour lequel une nouvelle organisation internationale a été

créée en 2016 à Montréal en partenariat avec Séoul, Bilbao, Mondragón et Barcelone : le Centre international de transfert d'innovations et de connaissances en économie sociale (Cities).

Sous le thème général « Valeurs et compétitivité pour un développement local inclusif et durable », cette 4^e édition visait à faire connaître au monde l'économie sociale et à débattre autour de sa capacité à devenir une véritable alternative au développement économique et social des villes. L'économie sociale doit faire face à un défi, à savoir la reconnaissance, par les instances gouvernementales, des multiples retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales générées par ses activités. Pour cela, le dialogue et la collaboration entre tous les acteurs de l'ESS et les principaux gouvernements sont vitaux : les collaborations permettent d'améliorer l'impact des politiques publiques et facilitent le

développement de mesures effectives et souvent innovatrices pour répondre aux besoins de la communauté.

... À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE. Déclinés en séances plénières, conférences, ateliers, rencontres informelles et visites sur sites, ces trois jours ont permis de mettre en avant de nombreuses initiatives. Christophe Itier, haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale en France a évoqué le « French impact », l'accélérateur d'innovation sociale français : « La France a une grande légitimité pour jouer un rôle moteur pour l'économie sociale et solidaire au niveau européen et international, et, à ce jour, ce travail de fédération et de pédagogie n'a pas été suffisamment fait. C'est pour cela que j'ai entamé un tour international en cette fin d'année ; la semaine dernière à New York à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, aujourd'hui à Bilbao, la semaine prochaine au Luxembourg, pour faire reconnaître la puissance de transformation de l'économie sociale et solidaire et entamer un dialogue avec les nombreux pays soucieux de ces sujets d'avenir. » Des élus, agents territoriaux ou chargés de mission ont pu faire part de leur engagement en faveur de l'ESS à l'occasion du podium des maires. La présentation de la Nouvelle-Aquitaine était orientée sur l'impact de l'ESS pour lutter contre le chômage.

DES EXPÉRIENCES DE TERRITOIRES EXEMPLAIRES. Cinq exemples furent cités pour étayer le constat que les écosystèmes empreints d'ESS résistaient mieux au chômage, que ce soit en milieu urbain ou rural : Ussel (Corrèze), Niort (Deux-Sèvres), Faux-la-Montagne (Creuse), Cerizay-Mauléon (Deux-Sèvres) et Tarnos (Landes). La commune de Faux-la-Montagne (416 habitants) est à elle seule une *success-story* de l'ESS. Avec ses quelque trente-cinq associations (cinq fois plus que la moyenne nationale) dont huit avec des salariés et ses coopératives sous toutes les formes, c'est plus de 50% de l'emploi en ESS sur cette petite commune. Les Scop qui peinent à représenter 0,1% de l'emploi en France, y culminent à 23%. Au-delà du simple taux de chômage qui n'est pas significatif, c'est l'évolution comparée de la population active qui renseigne sur la

Ambiance Bois, société anonyme à participation ouvrière à Faux-la-Montagne.



Rafael Trapet

La quatrième édition du Global Social Economy Forum s'est tenue du 1^{er} au 3 octobre 2018 à Bilbao. Rassemblant plus de 1700 personnes de 80 pays, il a permis de présenter près de 160 initiatives de l'économie sociale et solidaire en provenance du monde entier.

En voisines, la Région Nouvelle-Aquitaine et la chambre régionale de l'ESS se sont fortement mobilisées pour y mettre en valeur les initiatives régionales en la matière. Environ 120 personnes de la région (collectivités et acteurs locaux) avaient fait le déplacement.

vitalité de cette commune. Entre 2010 et 2015, la population a en effet augmenté de 7,5 % alors que sur l'ensemble de la communauté de communes de Creuse Grand Sud, elle diminuait de 2,9 %.

AUTRE TERRITOIRE QUI A FAIT DE L'ESS UN SECTEUR MAJEUR, le nord-ouest des Deux-Sèvres. Avec un tissu associatif dynamique, une communauté Emmaüs solidaire et innovante et une culture entrepreneuriale forte, l'agglomération du Bocage Bressuirais a fait dès les années 1980 de la reprise d'entreprises en Scop, une marque de fabrique (CETP, Scodec, Bocage Avenir Confection...). Ce volontarisme s'est ensuite élargi aux Scic pour gérer des cinémas (Cinéma Bocage), du réemploi et du recyclage de déchets industriels (Ateliers du Bocage) ou bien plus récemment la première maison de retraite gérée ainsi en France (Ehpad Sevilleano). Mauléon (8 500 hab.) fait aussi partie de l'expérimentation «Territoire

zéro chômeur de longue durée». Depuis deux ans, les résultats sont édifiants : les 85 chômeurs de longue durée volontaires (dont environ 40 % de personnes handicapées) ont retrouvé un emploi depuis fin 2018. Les conséquences économiques et sociales pour le territoire ont été recensées dans une récente étude : hausse du pouvoir d'achat et ses incidences sur l'économie résidentielle, amélioration du cadre de vie (jardins entretenus, économie circulaire renforcée...) et du vivre ensemble (meilleure qualité de services apportée aux habitants). Ces expériences rendent compte d'une façon de «faire ensemble» où l'invitation à coopérer est le maître-mot d'un modèle de développement économique. Quel que soit le bassin de vie, riche ou en difficulté, les tenants de l'ESS peuvent fournir les outils pour y parvenir. Rendez-vous dans deux ans pour faire le point, lors de la prochaine édition du Forum Mondial de l'ESS à Mexico.

HUGUES SIBILLE

« Réinventer l'action publique »

L'Actualité. – Quelle place occupe le Forum mondial de l'ESS dans le contexte actuel ?

Hugues Sibille. – Il occupe une place importante et en progression : 1 700 personnes sur trois jours, ce n'est pas rien. Des Coréens nombreux qui côtoient des Québécois et des Basques ! Et l'ONU qui commence à s'intéresser à l'ESS, c'est une bonne nouvelle. Côté Europe, un groupe d'experts (Geces) vient d'être mis en place mais il faudra se faire entendre à l'occasion des élections européennes. Jamais le monde n'a eu autant besoin d'un nouveau modèle de développement. Donc d'économie sociale et solidaire !

Quelles sont les démarches qui vous ont marqué ?

J'ai été très intéressé par les nouveaux partenariats entre les villes et l'ESS. Tout se passe comme si face à

l'impuissance des États ce sont de nouvelles alliances entre collectivités locales et forces économiques de progrès, dont l'ESS, qui essaient d'inventer le nouveau monde, de réenchanter la démocratie, de sauvegarder la planète. J'ai été impressionné par l'engagement des maires de Séoul et de Montréal.

Comment l'ESS peut-elle trouver sa place aux côtés de l'économie classique et du secteur public ?

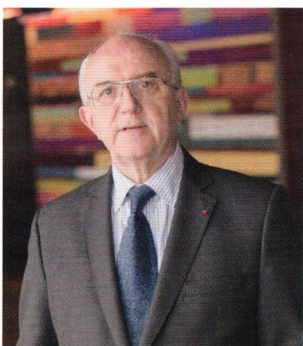
L'ESS n'a pas à «chercher une place». Elle l'a déjà. C'est précisément une économie qui sait où elle va à l'heure où le modèle de l'entreprise uniquement tournée vers le profit rencontre ses limites et où l'action publique doit se réinventer. L'ESS est l'économie de demain à deux conditions : qu'elle soit à la pointe de la nécessaire révolution écologique et qu'elle réenchante la démocratie par la démocratisation de l'économie en donnant plus de pouvoir aux producteurs-consommateurs-épargnants.

LA RÉOLUTION FINALE DE BILBAO

Au terme de ces trois jours, le GSEF 2018 s'est clos par la déclaration de Bilbao portant les résolutions suivantes :

- Poursuivre la co-construction et le co-développement de politiques publiques et affirmer le rôle central que joue chacun d'entre nous pour surmonter les principaux défis auxquels sont confrontés nos villes et communautés ;
- Prioriser et poursuivre nos efforts pour soutenir et financer les processus et les forums qui rassemblent et coordonnent les contributions de la société civile ;
- Reconnaître et soutenir la recherche qui identifie les besoins et l'expertise des entités de l'économie sociale et mesure leur impact, dans le but d'améliorer les connaissances des acteurs à tous les niveaux et de favoriser la diffusion des meilleures pratiques ;
- Plaider pour que les États membres demandent une résolution de l'ONU sur l'économie sociale [et solidaire] ;
- Collaborer davantage au développement des liens entre les territoires urbains et ruraux et œuvrer à une plus grande cohérence des politiques à tous les niveaux de gouvernement, local, régional, national et international ;
- Mobiliser des financements éthiques, alternatifs et solidaires ainsi que l'épargne locale pour soutenir le développement ultérieur de l'économie sociale ;
- Améliorer les pratiques environnementales pour les rendre plus transparentes dans les circuits de production-consommation afin de générer une transition juste et écologique nécessaire.

Hugues Sibille, président du labo de l'ESS et de la Fondation Crédit Coopératif.



www.gsef2018.org
www.cities-ess.org